

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Avis de consultation

Règlement modifiant le Règlement sur les instruments dérivés

(Voir section 7.2 du présent bulletin)

Avis de consultation

Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

(Voir section 7.2 du présent bulletin)

6.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement - Modifications permettant la coexistence de divers cycles de règlement pour les organismes de placement collectif

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Philippe Lessard
Analyste en fonds d'investissement
Direction de l'encadrement des produits d'investissement
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514 395-0337, poste 4364
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courriel : philippe.lessard@lautorite.qc.ca

Le 23 mai 2024

AVIS DE PUBLICATION DES ACVM***RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT******MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT******MODIFICATIONS PERMETTANT LA COEXISTENCE DE DIVERS CYCLES DE RÈGLEMENT POUR LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF*****Le 23 mai 2024****Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (**ACVM** ou **nous**) mettent en œuvre la version définitive de modifications (les **modifications définitives**) du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **règlement**) et de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (l'**instruction générale**).

Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation et des ministres compétents, la modification définitive du règlement entrera en vigueur le 31 août 2024.

Le texte des modifications définitives du règlement et de l'instruction générale est publié avec le présent avis et peut également être consulté sur les sites Web des membres des ACVM suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.asc.ca
www.bcsc.bc.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Résumé et objet

Les modifications définitives du règlement et de l'instruction générale visent à permettre la coexistence de divers cycles de règlement, surtout pour les organismes de placement collectif (les **OPC**) qui décideraient de leur propre initiative d'abrèger, de deux à un jour après l'opération, le cycle de règlement pour les souscriptions et les rachats de leurs titres lorsque les actifs sous-jacents qu'ils détiennent passeront à ce même cycle.

La modification définitive du règlement introduit des changements visant à clarifier le fait que les paiements doivent être effectués au plus tard à la date de règlement de référence de l'ordre de souscription. Cette date correspond au jour ouvrable déterminé par l'OPC et communiqué par écrit au placeur principal, au courtier participant ou à la personne qui leur fournit des services, et doit tomber au plus tard le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres.

Elle vient aussi modifier le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 9.4 du règlement de sorte que l'OPC qui décide d'abrèger, de deux à un jour après l'opération, le cycle de règlement pour les souscriptions ou les rachats de ses titres soit tenu de racheter ceux-ci en cas de non-paiement le jour ouvrable suivant la date de règlement de référence de l'ordre de souscription, qui tomberait deux jours après l'opération et non trois, comme c'est le cas actuellement.

Quant à la modification définitive de l'instruction générale, elle fournit des exemples de manières dont l'OPC pourrait satisfaire à l'obligation de communiquer par écrit le jour ouvrable qu'il aura déterminé comme date de règlement de référence en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 0.1 de l'article 9.4 du règlement : *a*) en présentant son cycle de règlement par l'intermédiaire d'une chambre de compensation reconnue par l'autorité en valeurs mobilières du territoire, y compris Fundserv Inc. ou son successeur, par voie électronique ou autrement, *b*) en affichant son cycle de règlement sur son site Web désigné.

Contexte

Le 19 octobre 2023, nous avons publié pour une période de consultation de 90 jours un projet de modification du règlement visant à faciliter la décision d'un OPC d'abrèger volontairement le cycle de règlement des opérations de souscription et de rachat de ses titres de deux jours à un jour après l'opération, en prévision du passage, au Canada, à pareil cycle de règlement pour les opérations sur titres de capitaux propres et de créance à long terme.

Nous avons reçu deux mémoires, favorables tous deux à la modification définitive du règlement. Après examen, nous avons apporté la modification définitive à l'instruction générale. Nous avons également changé, dans l'obligation de communiquer la date de règlement de référence au sous-paragraphe *a* du paragraphe 0.1 de l'article 9.4, le mot « disclose » dans le projet de modification du règlement publié pour consultation par les mots « made available » dans la modification définitive, afin de mieux harmoniser cette dernière avec celle de l'instruction générale.

Contenu des annexes

Le présent avis contient l'annexe suivante :

- Annexe A : Liste des intervenants et résumé des commentaires et réponses des AVCM

Questions

Veillez adresser vos questions aux personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers

Philippe Lessard

Analyste en fonds d'investissement

Direction de l'encadrement des produits d'investissement

Tél. : 514 395-0337, poste 4364

Courriel : philippe.lessard@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

James Leong

Senior Legal Counsel, Corporate Finance

Tél. : 604 899-6681

Courriel : jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Chad Conrad

Senior Legal Counsel, Investment Funds

Tél. : 403 297-4295

Courriel : chad.conrad@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran

Director, Corporate Finance

Tél. : 306 787-1009

Courriel : heather.kuchuran@gov.sk.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Patrick Weeks

Deputy Director – Corporate Finance

Tél. : 204 945-3326

Courriel : patrick.weeks@gov.mb.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Michael Tang

Senior Legal Counsel, Investment Management Division

Tél. : 416 593-2330

Courriel : mtang@osc.gov.on.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)

Clayton Mitchell

Responsable de la conformité et de l'inscription

Tél. : 506 658-5476

Courriel : clayton.mitchell@fcnb.ca

Nova Scotia Securities Commission

Abel Lazarus

Director, Corporate Finance Branch

Tél. : 902 424-6859

Courriel : abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey

Legal Analyst, Corporate Finance Branch

Tél. : 902 424-7630

Courriel : peter.lamey@novascotia.ca

ANNEXE A

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS
D'INVESTISSEMENT *ET MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE*
RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT
PERMETTANT LA COEXISTENCE DE DIVERS CYCLES DE RÈGLEMENT POUR LES
*ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF***

**LISTE DES INTERVENANTS ET RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES ET RÉPONSES
DES ACVM**

N°	Intervenant	Date
1.	Borden Ladner Gervais (Whitney Wakeling, Roma Lotay, Donna Spagnolo, Melissa Ghislanzoni)	16 janvier 2024
2.	Institut des fonds d'investissement du Canada (Andy Mitchell, président et chef de la direction)	17 janvier 2024

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
COMMENTAIRES GÉNÉRAUX			
1	Appui général	Deux intervenants appuient les modifications définitives.	Nous remercions les intervenants de leur appui.
COMMENTAIRES PARTICULIERS			
2	Modification définitive de l'instruction générale	<p>Dans le but de faciliter la conformité, deux intervenants ont recommandé l'ajout d'indications à l'instruction générale pour y fournir des exemples de ce que signifie « par écrit ».</p> <p>Deux intervenants ont conseillé aux ACVM de fournir des exemples de manières de remplir les obligations prévues au paragraphe 0.1 de l'article 9.4 du règlement.</p>	<p>Nous ajoutons le paragraphe 4 à l'article 10.2 de l'instruction générale, lequel fournit des exemples de manières dont l'OPC pourrait satisfaire à l'obligation de communiquer par écrit le jour ouvrable qu'il aura déterminé comme date de règlement de référence en vertu du paragraphe 0.1 de l'article 9.4 du règlement : a) en présentant son cycle de règlement par l'intermédiaire d'une chambre de compensation reconnue par l'autorité en valeurs mobilières territoire, y</p>

-2-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
			<p>compris Fundserv Inc. ou son successeur, par voie électronique ou autrement, <i>b</i>) en affichant son cycle de règlement sur son site Web désigné.</p> <p>Afin de mieux harmoniser la modification définitive du règlement avec celle de l'instruction générale, nous avons également changé, dans l'obligation de communiquer la date de règlement de référence au sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 0.1 de l'article 9.4, le mot « disclose » dans le projet de modification du règlement publié pour consultation par les mots « made available » dans la modification définitive.</p>
3	Autres commentaires	<p>Un intervenant a demandé aux ACVM de confirmer le maintien de l'applicabilité de certaines dispenses discrétionnaires permettant à des fonds négociés en bourse (FNB) qui investissent dans des titres dont le règlement peut avoir lieu trois jours après la date de l'opération de continuer à suivre ce cycle pour régler les opérations sur leurs propres titres sur le marché primaire.</p> <p>L'intervenant a fait observer que, techniquement, les FNB mentionnés précédemment ne seront pas en mesure de respecter une condition des dispenses discrétionnaires, soit indiquer que les opérations visant leurs titres sur le marché primaire sont réglées deux jours après la date de l'opération, car ces opérations se régleront le lendemain de l'opération</p>	Le processus réglementaire n'est pas la plateforme appropriée pour fournir la confirmation demandée par l'intervenant.

-3-

N°	Objet	Résumé des commentaires	Réponse
		quand sera mis en œuvre le cycle de règlement d'un jour.	

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3°, 32.0.1° et 34°)

1. L'article 9.4 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) est modifié :

1° par l'insertion, avant le paragraphe 1, du suivant :

« 0.1) Dans les paragraphes 1, 2 et 4, la « date de règlement de référence » s'entend de la première des dates suivantes :

a) le jour ouvrable déterminé par l'OPC et communiqué par écrit au placeur principal ou au courtier participant visé au paragraphe 1, ou à la personne visée à ce paragraphe qui leur fournit des services;

b) le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres. »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres » par « à la date de règlement de référence »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « dans les 2 jours ouvrables de la date de fixation du prix de ces titres » par « au plus tard à la date de règlement de référence »;

4° dans le paragraphe 4 :

a) par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a*, de « dans les 2 jours ouvrables après la date de fixation du prix » par « au plus tard à la date de règlement de référence »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a*, de « le troisième jour ouvrable après la date de fixation du prix » par « le jour ouvrable suivant la date de règlement de référence ».

2. Date d'entrée en vigueur

1° Le présent règlement entre en vigueur le 31 août 2024.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 31 août 2024.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT**

1. L'article 10.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4) L'OPC pourrait satisfaire à l'obligation de communiquer par écrit le jour ouvrable qu'il aura déterminé comme date de règlement de référence en vertu du paragraphe 0.1 de l'article 9.4 du règlement, par exemple, des manières suivantes :

a) en présentant son cycle de règlement par l'intermédiaire d'une chambre de compensation reconnue par l'autorité en valeurs mobilières du territoire, y compris Fundserv Inc. ou son successeur, par voie électronique ou autrement;

b) en affichant son cycle de règlement sur son site Web désigné. ».

Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds - Amendments and changes to accommodate a range of settlement cycles for mutual funds

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the Amendments to *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Philippe Lessard
Investment Funds Analyst, Investment Products Oversight
Autorité des marchés financiers
Tel: 514 395-0337 # 4364
Toll-free: 1 877 525-0337
Email: Philippe.Lessard@lautorite.qc.ca

May 23, 2024

f

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

CSA NOTICE OF PUBLICATION

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

CHANGES TO POLICY STATEMENT 81-102 TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

AMENDMENTS AND CHANGES TO ACCOMMODATE A RANGE OF SETTLEMENT CYCLES FOR MUTUAL FUNDS

May 23, 2024

Introduction

The Canadian Securities Administrators (**CSA** or **we**) are adopting amendments (the **Final Amendments**) to *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**) and changes (the **Final Changes**) to *Policy Statement 81-102 to Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Policy Statement 81-102**).

Provided all necessary regulatory and ministerial approvals are obtained, the Final Amendments will come into force on August 31, 2024.

The text of the Final Amendments and the Final Changes is published with this Notice and will also be available on the websites of the following CSA jurisdictions:

www.lautorite.qc.ca
www.asc.ca
www.bsc.bc.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Summary, Substance and Purpose

The purpose of the Final Amendments and the Final Changes is to accommodate a range of settlement cycles and particularly for those mutual funds that voluntarily decide to shorten the settlement cycle for purchases and redemptions of their securities from T+2 to T+1 when the underlying assets held by the fund move to a T+1 settlement cycle.

The Final Amendments introduce changes to clarify that payments must be made no later than the reference settlement date of the purchase order. The reference settlement date of the purchase order is the business day determined by the mutual fund and made available in writing to the principal distributor, the participating dealer, or the person providing services to the principal distributor or participating dealer, which must be on or before the second business day after the pricing date.

The Final Amendments also introduce a change to paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 to require a mutual fund that voluntarily decides to shorten the settlement cycle for purchase or redemption of its securities from T+2 to T+1 to redeem its securities for non-payment on the next business day after the reference settlement date of the purchase order, which would be on T+2 rather than T+3 as currently required.

The Final Changes provide guidance clarifying that examples that could satisfy the requirement for a mutual fund to make available in writing the business day it determines as the reference settlement date under subsection 9.4(0.1)(a) of Regulation 81-102 include (a) providing the mutual fund's settlement cycle via a clearing agency or a clearing house recognized by a securities regulatory authority in a jurisdiction, which includes Fundserv Inc., or a successor, through an electronic file or otherwise, and (b) posting the mutual fund's settlement cycle on the mutual fund's designated website.

Background

On October 19, 2023, we published for a 90-day comment period draft amendments to Regulation 81-102 to facilitate a voluntary decision by a mutual fund to shorten the settlement cycle for purchases and redemptions of its securities from two days after the date of a trade to one day after the date of a trade in anticipation of the settlement cycle for equity and long-term debt market trades in Canada to T+1.

We received two comments. Both comments support the Final Amendments. After considering the comments, we made the Final Changes. We also changed the requirement that the reference settlement date be "disclosed" in the version of paragraph 9.4(0.1)(a) published for comment to a requirement that the reference settlement date be "made available" in the Final Amendments to better align these amendments with the Final Changes.

Content of Annexes

This Notice contains the following annex:

- Annex A: List of Commenters and Summary of Comments and CSA Responses

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers

Philippe Lessard
Investment Funds Analyst, Investment Products Oversight
Tel: 514 395-0337 # 4364
Email: Philippe.Lessard@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

James Leong
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Tel : 604 899-6681
Email: jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Chad Conrad
Senior Legal Counsel, Investment Funds
Tel: 403 297-4295
Email: Chad.Conrad@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran
Director, Corporate Finance
Tel: 306 787-1009
Email: heather.kuchuran@gov.sk.ca

Manitoba Securities Commission

Patrick Weeks
Deputy Director – Corporate Finance
Tel: 204 945-3326
Email: Patrick.weeks@gov.mb.ca

Ontario Securities Commission

Michael Tang
Senior Legal Counsel, Investment Management Division
Tel: 416 593-2330
Email: mtang@osc.gov.on.ca

Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)

Clayton Mitchell, Registration and Compliance Manager

Tel: 506 658-5476

Email: clayton.mitchell@fcnb.ca

Nova Scotia Securities Commission

Abel Lazarus

Director, Corporate Finance Branch

Tel: 902 424-6859

Email: abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey

Legal Analyst, Corporate Finance Branch

Tel: 902 424-7630

Email: peter.lamey@novascotia.ca

ANNEX A

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS AND CHANGES TO POLICY STATEMENT 81-102 TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS TO ACCOMMODATE A RANGE OF SETTLEMENT CYCLES FOR MUTUAL FUNDS

LIST OF COMMENTERS AND SUMMARY OF COMMENTS AND CSA RESPONSES

No.	Commenter	Date
1.	Borden Ladner Gervais (Whitney Wakeling, Roma Lotay, Donna Spagnolo, Melissa Ghislanzoni)	January 16, 2024
2.	The Investment Funds Institute of Canada (Andy Mitchell, President & CEO)	January 17, 2024

No.	Subject	Summarized Comment	Response
GENERAL COMMENTS			
1	General Support	Two commenters are supportive of the Final Amendments.	We thank the commenters for their support.
SPECIFIC COMMENTS			
2	The Final Changes	<p>Two commenters recommend that guidance be added to Policy Statement 81-102 to provide examples of what constitutes “in writing” to facilitate compliance.</p> <p>Two commenters recommend that the CSA provide examples that would satisfy the requirement under subsection 9.4(0.1) of Regulation 81-102.</p>	<p>We are adding subsection 10.2(4) to Policy Statement 81-102 to clarify that examples that could satisfy the requirement for a mutual fund to make available in writing the business day it determines as the reference settlement date under subsection 9.4(0.1) of Regulation 81-102 include (a) providing the mutual fund’s settlement cycle via a clearing agency or clearing house recognized by a securities regulatory authority in a jurisdiction, which includes Fundserv Inc., or a successor, through an electronic file or</p>

-2-

No.	Subject	Summarized Comment	Response
			<p>otherwise, and (b) posting the mutual fund's settlement cycle on the mutual fund's designated website.</p> <p>To better align the Final Amendments with the addition of subsection 10.2(4) to Policy Statement 81-102, the requirement to "disclose" the reference settlement date in the version of paragraph 9.4(0.1)(a) published for comment has been changed to "made available" in the Final Amendments.</p>
3	Other Comments	<p>One commenter asked the CSA to affirm the continued applicability of certain exemptive relief decisions, which permit certain exchange-traded funds (ETFs) that invest in securities that settle three days after the trade date to continue to settle primary trades of ETF securities three days after the trade date.</p> <p>The commenter notes that these ETFs will technically be unable to satisfy a condition of the decisions, which require these ETFs to disclose that primary market trades of their securities settle two days after the trade date because primary market trades of their securities will settle one day after the trade date following the transition to a T+1 settlement cycle.</p>	<p>The rulemaking process is not an appropriate forum to provide the affirmation requested by the commenter.</p>

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (3), (32.0.1) and (34))

1. Section 9.4 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) is amended:

(1) by adding, before paragraph (1), the following:

“(0.1) In subsections (1), (2) and (4), “reference settlement date” means the earlier of

(a) the business day determined by the mutual fund and made available in writing to the principal distributor or participating dealer referred to in subsection (1), or to the person referred to in subsection (1) providing services to the principal distributor or participating dealer, and

(b) the second business day after the pricing date.”;

(2) by replacing “second business day after the pricing date”, in paragraph (1), by “reference settlement date”;

(3) by replacing “second business day after the pricing date”, in paragraph (2), by “reference settlement date”;

(4) in paragraph (4):

(a) by replacing “second business day after the pricing date”, in the text preceding subparagraph (a), by “reference settlement date”;

(b) by replacing “third business day after the pricing date”, in subparagraph (a), by “next business day after the reference settlement date”.

2. Effective Date

(1) This Regulation comes into force on 31 August 2024.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 31 August 2024, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

1. Section 10.2 of *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds* is changed by adding, after paragraph (3), the following:

“(4) Examples that could satisfy the requirement for a mutual fund to make available in writing the business day it determines as the reference settlement date under subsection 9.4(0.1) of the Regulation include

(a) providing the mutual fund’s settlement cycle via a clearing agency or a clearing house recognized by a securities regulatory authority in a jurisdiction, which includes Fundserv Inc., or a successor, through an electronic file or otherwise, and

(b) posting the mutual fund’s settlement cycle on the mutual fund’s designated website.”.